

_{Le} Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 22 septembre 2005

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, août 2005 La flambée des prix de l'essence a fait augmenter la variation sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation qui est passée de 2,0 % en juillet à 2,6 % en août. La variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble sans l'énergie a crû plus modérément, étant passé de 1,4 % en juillet à 1,6 % en août. Étude : Cycles longs d'investissement des entreprises, septembre 2005 Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), premier trimestre de 2005 Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, avril 2005 7 Enquête annuelle des manufactures sur les produits livrés par les fabricants canadiens, 2003 Nouveaux produits



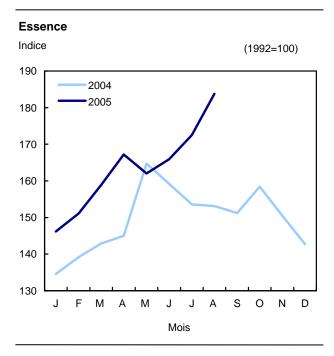
Fin du communiqué

Communiqués

Indice des prix à la consommation Août 2005

En août, les consommateurs ont payé 2,6 % de plus qu'en août 2004 pour les biens et services compris dans le panier de l'Indice des prix à la consommation (IPC), ce qui représentait une forte augmentation comparativement à celle de 2,0 % enregistrée en juillet. Par contre, la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble sans l'énergie a crû plus modérément, étant passée de 1,4 % en juillet à 1,6 % en août.

La forte augmentation de la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble a été causée principalement par les prix de l'essence. Après avoir crû de 12,3 % entre juillet 2004 et juillet 2005, les prix de l'essence ont grimpé de 20,1 % entre août 2004 et août 2005.

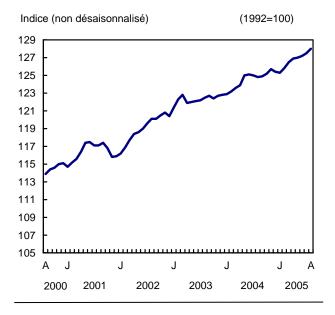


L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 1,7 % entre août 2004 et août 2005, en hausse comparativement à l'augmentation de 1,4 % enregistrée en juillet.

De juillet à août, l'indice d'ensemble a augmenté de 0,4 % comparativement à la hausse de 0,2 % observée en juillet. Après être demeuré inchangé pendant deux mois, l'indice d'ensemble sans les huit

composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 0,2 % en août, soit la même augmentation qu'en mai.

L'Indice des prix à la consommation



Les prix de l'essence sont principalement à l'origine de l'augmentation de la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble

En août, l'IPC a enregistré une hausse de 2,6 % comparativement à un an plus tôt. L'augmentation des prix de l'essence a été le facteur principal de cette hausse bien que les repas pris au restaurant ainsi que le coût de remplacement par le propriétaire y aient aussi contribué.

Ces hausses ont été atténuées surtout par les prix plus faibles du matériel et des fournitures informatiques et de l'hébergement des voyageurs.

L'essence, qui représente 4,8 % des dépenses en biens et services compris dans le panier de l'IPC, a été le contributeur principal de l'augmentation de la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble, ayant affiché une majoration de 20,1 %. Les augmentations de prix ont varié entre 14,7 % à l'Île-du-Prince-Édouard et 23,2 % en Alberta.

Les prix des repas pris au restaurant ont augmenté de 2,9 % comparativement à août 2004. Les coûts d'exploitation plus élevés ont été la principale raison de l'augmentation des prix. Cette majoration était semblable à celles observées au cours des derniers mois.

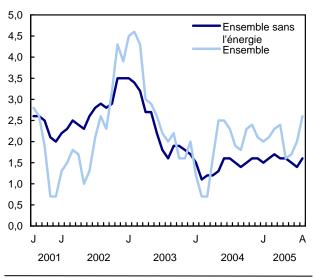
Le coût de remplacement par le propriétaire, qui représente la portion usée de la structure des logements et qui est estimé à partir des prix des maisons neuves (excluant le terrain), a monté de 4,5 % par rapport à août 2004. Les coûts plus élevés de la main-d'oeuvre et des matériaux ont principalement contribué à cette augmentation.

L'indice du matériel et des fournitures informatiques a chuté de 21,5 % comparativement à août 2004, ayant ainsi exercé un effet modérateur sur la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble.

Poursuivant la tendance à la baisse amorcée en août 2001, l'indice de l'hébergement des voyageurs a diminué de 5,7 % comparativement à août 2004. Sauf en Saskatchewan où une augmentation de 1,6 % a été notée, toutes les provinces ont enregistré des baisses sur douze mois ayant varié entre 1,2 % au Manitoba et 7,9 % en Ontario.

Taux de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente

Taux de variation en %



Toutes les principales composantes de l'IPC ont affiché des augmentations sur 12 mois à l'exception de celle des loisirs, de la formation et de la lecture (-0,2 %) qui a légèrement diminué sous la contrainte des prix plus bas du matériel et des fournitures informatiques. Les indices des transports (+5,8 %), du logement (+2,9 %) et des aliments (+2,6 %) ont été ceux ayant eu le plus d'influence sur la pression à la hausse de l'indice

d'ensemble. Les indices des boissons alcoolisées et des produits du tabac (+2,3 %), de la santé et des soins personnels (+1,9 %), des dépenses et de l'équipement du ménage (+0,7 %) ainsi que de l'habillement et des chaussures (+0,4 %) ont aussi augmenté mais dans une moindre mesure.

La majoration substantielle des prix de l'essence pousse l'indice mensuel de l'IPC

L'IPC, poussé par la majoration substantielle des prix de l'essence, a augmenté de 0,4 % en août pour se situer à 128,0 (1992=100). Dans une moindre mesure, les prix d'achat et de location à bail de véhicules automobiles ont aussi contribué à la hausse de l'indice d'ensemble. Les prix plus bas des légumes frais, du gaz naturel et des fruits frais ont toutefois exercé un effet modérateur sur la hausse.

de août. l'indice l'essence supérieur de 6,6 % à celui de juillet, étant passé de 172,5 à 183,8 (1992=100). Toutes les provinces ont affiché des augmentations de prix s'étant situées entre 2,3 % à l'Île-du-Prince-Édouard et 7,0 % en Ontario. Les prix plus élevés du pétrole brut, la vigueur de la demande et les incertitudes concernant l'offre pour l'avenir ont fait monter les prix à la pompe. Par exemple, les prix moyens de l'essence régulière sans plomb aux stations libre service à Montréal étaient en moyenne 107,4 cents le litre en août comparativement à 98,9 cents en juillet. À Toronto, le prix moyen était de 97,9 cents le litre comparativement à 90,1 cents, soit un prix semblable à celui à Ottawa où un litre était 97.6 cents comparativement à 91.6 cents en juillet. Vancouver affichait 105,3 cents le litre comparativement à 99,5 cents.

L'indice de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles a avancé de 0,8 % en août. Les incitations financières offertes par les constructeurs de véhicules automobiles ont légèrement diminué et, dans une moindre mesure, certains concessionnaires ont réduit leurs rabais accordés aux consommateurs, ayant poussé l'indice à la hausse.

Le mois d'août a été propice aux récoltes locales abondantes de légumes qui ont contribué à faire reculer l'indice des légumes frais de 5,3 %. Le prix des «autres légumes frais» et des tomates a fait diminuer l'indice des légumes frais, tandis que les prix des pommes de terre et de la laitue ont augmenté.

Le prix du gaz naturel a reculé de 3,3 % en août en raison des baisses enregistrées en Alberta (-13,8 %). Les prix dans les autres provinces sont plutôt demeurés stables.

En août, l'indice des fruits frais a aussi ralenti (-2,9 %) puisque les récoltes locales ont commencé à être disponibles. Les prix des «autres fruits frais» (tels

que les cantaloups) ainsi que des oranges ont diminué tandis que les prix des pommes et des bananes ont crû.

L'IPC désaisonnalisé augmente de juillet à août

Après ajustement pour tenir compte des variations saisonnières, l'IPC a augmenté de 0,4 % de juillet à août.

La pression à la hausse était attribuable aux transports (+1,9 %), aux aliments (+0,5 %), à l'habillement et aux chaussures (+0,6 %), aux loisirs, à la formation et à la lecture (+0,1 %), aux dépenses et à l'équipement du ménage (+0,1 %), ainsi qu'aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac (+0,1 %).

L'indice du logement (-0,1 %) et celui de la santé et des soins personnels (-0,1 %) ont poussé légèrement à la baisse l'indice d'ensemble désaisonnalisé.

Indice d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles

L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 1,7 % entre août 2004 et août 2005. Les principaux facteurs ayant contribué à cette hausse ont été les prix des repas pris au restaurant (+2,9 %), le coût de remplacement par le propriétaire (+4,5 %) et les impôts fonciers (+4,3 %). La hausse a été atténuée par une diminution des prix du matériel et des fournitures informatiques (-21,5 %) ainsi que des prix de l'hébergement pour voyageurs (-5,7 %).

De juillet à août, l'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a monté de 0,2 %. Le principal facteur ayant contribué à la pression à la hausse a été les prix plus élevés de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles (+0,8 %), tandis que l'essentiel de la pression à la baisse est provenu d'une diminution des primes d'assurance pour véhicules automobiles (-0,6 %).

Énergie

Après avoir augmenté de 9,2 % entre juillet 2004 et juillet 2005, l'indice de l'énergie a grimpé de 12,5 % d'août 2004 à août 2005.

Les hausses de prix de l'essence (+20,1 %) ont été le principal facteur ayant contribué à cette augmentation, mais les prix du mazout (+27,2 %), de l'électricité (+2,7 %), et des pièces et des fournitures pour véhicules de loisirs (+11,3 %) y ont également contribué. Par ailleurs, les prix du gaz naturel sont demeurés inchangés par rapport à août 2004.

Sur une base mensuelle, l'indice de l'énergie a augmenté de 3,1 %, sous l'influence principale des prix de l'essence (+6,6 %) mais également de ceux des pièces et des fournitures pour véhicules de loisirs (+3,2 %). La hausse a été atténuée par les prix plus bas du gaz naturel (-3,3 %), tandis que ceux de l'électricité et du mazout sont demeurés inchangés.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0001, 326-0002, 326-0009, 326-0012 et 326-0016 à 326-0018.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant en ligne la publication *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuite).

Paraît à 7 h dans notre site Web sous Aujourd'hui dans Le Quotidien, puis Dernier communiqué de l'Indice des prix à la consommation.

Le numéro d'août de *L'indice des prix à la consommation*, vol. 84, n° 8 (62-001-XIB, 9 \$ / 83 \$; 62-001-XPB, 12 \$ / 111 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

L'Indice des prix à la consommation de septembre sera diffusé le 25 octobre.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Louise Allard au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (*infounit@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539.

Indice des prix à la consommation et composantes principales (1992=100)

	Importance	Août	Juillet	Août	Juillet	Août		
	relative1	2005	2005	2004	à	2004		
					août	à		
					2005	août		
						2005		
		données non désaisonnalisées						
					var. en	%		
Ensemble	100,00	128,0	127,5	124,8	0,4	2,6		
Aliments	16,89	128,5	128,6	125,3	-0,1	2,6		
Logement	26,75	124,4	124,5	120,9	-0,1	2,9		
Dépenses et équipement du ménage	10,58	115,8	115,7	115,0	0,1	0,7		
Habillement et chaussures	5,37	102,2	100,9	101,8	1,3	0,4		
Transports	19,79	153,1	150,3	144,7	1,9	5,8		
Santé et soins personnels	4,52	121,1	121,5	118,8	-0,3	1,9		
Loisirs, formation et lecture	11,96	128,4	128,5	128,6	-0,1	-0,2		
Boissons alcoolisées et produits du tabac	4,13	148,0	147,7	144,7	0,2	2,3		
Ensemble (1986=100)		164,0						
Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, (en								
cents) par rapport à 1992		78,1	78,4	80,1				
Agrégats spéciaux								
Biens	48,84	123,3	122,4	119,7	0,7	3,0		
Services	51,16	133,3	133,3	130,5	0,0	2,1		
Ensemble sans les aliments et l'énergie	74,27	123,7	123,5	121,9	0,2	1,5		
Énergie	8,84	171,4	166,3	152,4	3,1	12,5		
Ensemble sans les huit composantes les plus	- ,-	,	,-	,	-,	,-		
volatiles ³	82,75	126,8	126,6	124,7	0,2	1,7		

^{1.} Pondérations de l'IPC, panier de 2001 selon les prix de juin 2004, Canada, en vigueur à partir de juillet 2004. Les pondérations détaillées sont disponibles dans la section Documentation de l'enquête 2301 (http://www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).

Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit (1992=100)

	Août	Juillet	Août	Juillet	Août
	2005	2005	2004	à	2004
				août	à
				2005	août
					2005
		données noi	n désaisonnalisées		
				var. en %	
Terre-Neuve-et-Labrador	126,7	126,6	123,6	0,1	2,5
Île-du-Prince-Édouard	128,6	128,3	124,6	0,2	3,2
Nouvelle-Écosse	130,4	129,4	126,6	0,8	3,0
Nouveau-Brunswick	128,1	127,5	124,7	0,5	2,7
Québec	124,1	123,6	120,7	0,4	2,8
Ontario	129,1	128,4	125,7	0,5	2,7
Manitoba	132,1	131,7	128,4	0,3	2,9
Saskatchewan	132,9	132,4	129,5	0,4	2,6
Alberta	135,0	135,0	131,9	0,0	2,4
Colombie-Britannique	125,9	125,7	123,3	0,2	2,1
Whitehorse	124,4	124,1	121,3	0,2	2,6
Yellowknife	123,7	123,8	120,6	-0,1	2,6
Iqaluit (Déc. 2002=100)	103,4	103,0	101,4	0,4	2,0

^{1.} Voir les renseignements géographiques pour la ville de Whitehorse, la ville de Yellowknife et la ville d'Iqaluit.

^{2.} Le total peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

^{3.} Les huit composantes les plus volatiles, telles que définies par la Banque du Canada, qui sont exclues de l'IPC d'ensemble sont : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. La Banque du Canada ajuste ensuite cette série pour obtenir son indice de référence qui exclut également l'effet des modifications des impôts indirects. Pour obtenir des données et des renseignements au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, consultez le site de la Banque du Canada (http://www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).

^{2.} Une partie de l'augmentation de l'indice du logement de Yellowknife qui a été montrée en décembre 2004 reflétait par inadvertance des augmentations de loyer qui s'étaient produites plus tôt. Donc, la variation de l'indice du logement a été surévaluée en décembre 2004 et sous-évaluée les deux années précédentes. La série de l'indice du logement pour Yellowknife a été rectifiée à partir de décembre 2002. De plus, la série de l'IPC d'ensemble pour Yellowknife et les indices de certains agrégats spéciaux pour Yellowknife ont également changés. Les données pour le Canada, les provinces et les autres territoires n'ont pas été touchées.

Étude : Cycles longs d'investissement des entreprises

Septembre 2005

Le Canada se situe au tout début d'un nouveau cycle de l'investissement, selon une nouvelle étude publiée dans *L'observateur économique canadien*.

Une comparaison de la reprise récente de l'investissement des entreprises avec la moyenne des cinq cycles passés révèle que la remontée actuelle est tout à fait typique des stades initiaux d'une montée du cycle d'investissement, où la croissance annuelle avoisine les 8 % dans la deuxième année d'une reprise.

Pendant le plus clair des deux dernières décennies, les entreprises ont délaissé le secteur des ressources en raison du recul des prix, ce qui a signifié une baisse nette du stock de capital dans le secteur minier au cours de la dernière décennie, il s'agissait du seul secteur à avoir connu une contraction.

L'explosion récente des prix des produits de base a poussé les entreprises à tenter d'inverser le glissement à long terme dans le secteur primaire. La coïncidence des hausses de prix, de la progression des excédents financiers des entreprises et de la vigueur des marchés des actions et des obligations a créé la conjoncture parfaite pour alimenter une flambée de l'investissement dans les secteurs de l'énergie et des mines.

L'investissement du secteur de l'énergie est passé de 25 milliards de dollars en 2001 à une dépense prévue de 40 milliards de dollars au début de 2005, essentiellement en raison de l'exploration et de la mise en valeur du pétrole et du gaz.

L'industrie du pétrole a, cette année seulement, fait connaître des projets pour plus de 64 milliards de dollars d'investissement d'ici la fin de la décennie. De plus, un certain nombre de projets ont été mis en chantier en Colombie-Britannique à la suite de la prospérité minière, de la nécessité d'une meilleure infrastructure pour appuyer le commerce avec la Chine et de la venue des Olympiques à Vancouver en 2010.

L'investissement continuera-t-il de s'accélérer jusqu'à des taux supérieurs à 10 % de croissance, comme on l'a toujours vu dans les cycles précédents? Le train de nouveaux projets annoncés au printemps est encourageant. La valeur des permis de construction non résidentielle a connu un bond qui l'a portée à un niveau record en avril. Les adjudications de contrats ont aussi explosé, sous la poussée des grands travaux de génie civil dans les sables bitumineux.

Après un bref survol de l'importance de l'investissement des entreprises dans le produit intérieur brut et une revue de certaines données de base sur la composition des dépenses d'investissement, on examine les cycles longs des dépenses

d'investissement ainsi que les composantes qui déterminent ces fluctuations. On compare ensuite la récente remontée des dépenses d'investissement aux cycles d'investissement qui ont précédé.

L'investissement des entreprises comprend deux grandes catégories, soit les installations ainsi que les machines et le matériel.

Les installations comprennent les bâtiments (comme les bureaux, les usines et les établissements commerciaux), ainsi que les travaux de génie civil, comme les barrages, les pipelines et gazoducs, ainsi que les puits de pétrole et de gaz.

Les machines et le matériel englobent les machines industrielles et agricoles, le matériel de bureau (y compris les ordinateurs et les logiciels) et le matériel de transport.

Il y a eu cinq cycles distincts d'investissement depuis 1961 qui partagent plusieurs caractéristiques. Ils sont longs : le plus court cycle observé depuis 1961 était de près de 7 ans, et le plus long de 10 ans, tandis que les cycles pour le logement et les exportations sont visiblement plus courts.

Les dépenses d'investissement s'accélèrent rapidement pour atteindre un sommet de taux de croissance de plus de 15 % après environ 3 à 5 ans d'expansion, ralentissent pour 2 à 3 ans, puis connaissent un recul pour 1 à 3 ans, qui accompagne normalement les périodes de récession.

Plusieurs facteurs expliquent ces cycles. Il faut bien du temps pour reconnaître la nécessité de nouveaux investissements, mettre en place le financement, commander les biens de production et les mettre en place.

Mais, une fois engagés, ces grands chantiers se poursuivent habituellement jusqu'à terme, en partie en raison de l'impératif de mise en service pour commencer à rembourser l'investissement.

Les cycles d'investissement ont une grande influence sur le cycle économique d'ensemble. Il est rare que l'accélération de l'économie atteigne des taux de pointe de croissance si les dépenses d'investissement ne connaissent une forte hausse, tandis que les récessions les plus graves et les plus longues sont indissociables des léthargies de dépenses d'investissement. De même, le stock de capital est un déterminant clé de la productivité.

L'étude spéciale «Cycles longs d'investissement des entreprises» est maintenant accessible gratuitement en ligne. Elle paraît aussi dans le numéro en ligne de septembre 2005 de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, n° 9 (11-010-XIB, 19 \$ / 182 \$) qui est maintenant en vente. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, n° 9 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) paraît aujourd'hui.

Pour plus de renseignements sur *L'observateur* économique canadien, à partir de la page *Le Canada* en statistiques, choisissez *Comptes nationaux*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'observateur* économique canadien.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Philip Cross au (613) 951-9162 (oec@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Premier trimestre de 2005

La valeur de l'épargne-retraite de millions de travailleurs canadiens détenue dans les régimes de retraite en fiducie s'est accrue de nouveau au premier trimestre de 2005, et ce, pour le huitième trimestre consécutif.

Les gestionnaires de caisses de retraite ont réussi à porter la valeur de l'actif des caisses à 712,8 milliards de dollars au premier trimestre, soit une augmentation de 3,6 % par rapport aux trois mois précédents.

La valeur des caisses a progressé depuis le creux de 532,4 milliards de dollars enregistré au premier trimestre de 2003.

Les actions ont représenté près de 39 % de la valeur de l'ensemble de l'actif des caisses. Du fait des investissements importants sur les marchés boursiers, la valeur totale de l'actif a tendance à suivre le cours des actions. Par exemple, l'indice TSX a augmenté de 3,9 % au premier trimestre.

Les revenus des caisses se sont élevés à 19,5 milliards de dollars et les dépenses, à 9,3 milliards de dollars, le flux de trésorerie net ayant donc été de 10,2 milliards de dollars au premier trimestre.

Les cotisations ont été relativement élevées, ayant atteint 6,7 milliards de dollars, dont 4,6 milliards de dollars ont été versées par les employeurs. Les cotisations des employeurs sont en hausse depuis 2001. Jusqu'à cette date, de nombreux employeurs profitaient d'une suspension de cotisations en raison du très bon rendement de leurs investissements.

Les prestations versées au premier trimestre se sont chiffrées à un peu moins de 6,9 milliards de dollars.

Environ 5,5 millions de travailleurs au Canada cotisent à un régime de pension d'employeur. De ce nombre, environ 4,5 millions participent à des régimes de retraite en fiducie. (Les données du présent communiqué ne portent que sur les régimes en fiducie, et toutes les valeurs sont en dollars courants.)

L'autre million de travailleurs cotisant à un régime de pension d'employeur est couvert par le Trésor du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, ou encore par des contrats avec des sociétés d'assurances ou des rentes du gouvernement du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : (613) 951-3012.

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports

Avril 2005

Le rapport mensuel d'avril. volume 2 (TP maintenant 141. gratuit) est accessible dans le Web de **Transports** Canada site (http://www.tc.gc.ca/pol/FR/rapport/TP141f/tp141.htm).

Nota: Le rapport mensuel TP 141 est publié en deux volumes. Le volume 1 présente les statistiques pour les principaux aéroports canadiens, soit ceux dotés de tours de contrôle pour la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de NAV CANADA. Le volume 2 présente les statistiques pour les petits aéroports, soit ceux sans tours de contrôle de la circulation aérienne. Au moment de la diffusion, les deux volumes sont accessibles gratuitement dans le site Web de Transports Canada.

Pour plus de renseignements concernant ce site Web, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 (*villenm@tc.gc.ca*), Transports Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 (aviationstatistics @statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0010.

Enquête annuelle des manufactures sur les produits livrés par les fabricants canadiens 2003

L'Enquête annuelle des manufactures recueille de l'information sur les produits livrés par les fabricants canadiens. Il est maintenant possible d'obtenir les statistiques sur les produits livrés par les fabricants de produits en bois (SCIAN 321112-321999) pour le Canada, les provinces et les territoires pour l'année de référence 2003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2103.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien,

septembre 2005, vol. 18, nº 9

Numéro au catalogue : 11-010-XPB (25 \$/243 \$).

L'indice des prix à la consommation, août 2005,

vol. 84, nº 8

Numéro au catalogue : 62-001-XIB (9 \$/83 \$).

L'indice des prix à la consommation, août 2005, vol. 84, n° 8

Numéro au catalogue : 62-001-XPB (12 \$/111 \$).

Commerce de détail, juillet 2005, vol. 77, n° 7 Numéro au catalogue : 63-005-XIF (18 \$/166 \$). Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires : tableaux statistiques détaillés, 2001 à 2017

Numéro au catalogue: 91-547-SCB (60 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : 1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le : 1 613 951-7277

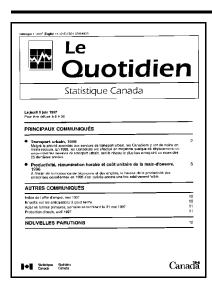
Pour envoyer votré commande par télécopieur, composez le : 1 877 287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : 1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats @statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Payantes.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc* @statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.